

**Arrêté d'autorisation n° 2024/01059 du 29 mars 2024
portant complément de l'arrêté préfectoral n°2022/02358 du 04/07/2022 relatif à
l'exploitation de l'installation de désinfection des eaux traitées de la station d'épuration
située à VALENTON et exploitée par le Syndicat Interdépartemental de d'Assainissement
de l'agglomération parisienne (SIAAP)**

*La Préfète du Val de Marne
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite*

Vu la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2016/902 de la commission du 30 mai 2016 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de traitement/gestion des effluents aqueux et gazeux dans le secteur chimique, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou. à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu le décret du 10 février 2021 portant nomination de la préfète du Val-de-Marne (hors classe) Mme Sophie THIBAUT ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DB05 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°AP2008-4518 bis du 5 novembre 2008 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement de la station d'épuration Seine-amont sise à Valenton ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010/7139 du 20 octobre 2010 portant autorisation d'exploiter au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014/6327 du 24 juillet 2014 qui porte la réglementation complémentaire d'ICPE concernant la mise en œuvre des garanties financières du Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne Seine amont située 1, avenue Julien Duranton à Valenton ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant de Seine-Normandie en vigueur ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n°2018/DRIEE/SPE/002 encadrant l'exploitation des réseaux de collecte du syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne au sein du système de collecte « PARIS - ZONE CENTRALE » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2020/3635 du 30 novembre 2020 portant imposition de prescriptions complémentaires au Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne Seine amont (SIAAP Seine amont) pour l'exploitation de son unité de traitement des eaux usées située 1, avenue Julien Duranton à Valenton ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2021/03894 du 26 octobre 2021 portant imposition de prescriptions complémentaires au Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne Seine amont (SIAAP Seine amont) pour l'exploitation de son unité de traitement des eaux usées située 1, avenue Julien Duranton à Valenton ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2022/02358 du 4 juillet 2022 relatif à l'exploitation de l'installation de désinfection des eaux traitées de la station d'épuration située à VALENTON et exploitée par le Syndicat Interdépartemental de d'Assainissement de l'agglomération parisienne

Vu le porter-à-connaissance IDFP220266 /Version B – du 30/01/2024 et son courrier de transmission GEN-OB/CR-SAM24D00366, présentés par le Syndicat Interdépartemental de l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) dont le siège social est situé 2 rue Jules César, 75012 Paris, à l'effet d'obtenir une autorisation de démarrer au 1^{ER} avril pour l'année 2024 l'unité de désinfection par voie chimique de son établissement sis sur le territoire de la commune de VALENTON;

Vu le rapport d'instruction de l'Unité départementale du Val de Marne du 26 mars 2024 ;

CONSIDÉRANT que les tests de mise en route d'une installation ou d'un équipement d'une installation peuvent s'apparenter à une situation inhabituelle de type opération programmée de maintenance telle que prévue à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 et définie à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 ;

CONSIDÉRANT que l'article 1.1.V de l'arrêté préfectoral N°2022/02358 du 04 juillet 2022 permet d'adapter les modalités d'exploitation (période et continuité du fonctionnement) en cas de situations inhabituelles définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 ;

CONSIDÉRANT que la période de fonctionnement de 2023 n'a pas permis d'aller à la fin des tests de performance ;

CONSIDÉRANT que le démarrage au 1^{er} avril 2024 est nécessaire pour permettre la réalisation de suivi de l'installation en amont du suivi renforcé prévu dans le cadre des JOP 2024 ;

CONSIDÉRANT que le SIAAP a adapté son calendrier de surveillance du milieu naturel en cohérence avec un démarrage de l'installation au 1^{er} avril 2024 ;

CONSIDÉRANT que le démarrage au 1^{er} avril 2024 est nécessaire pour permettre à la police de l'eau de démarrer au plus tôt ses campagnes de surveillance/détection des rejets d'eaux usées en Seine destinée à fiabiliser les conditions pour tenir des épreuves de nage en Seine durant les Jeux olympiques et paralympiques de 2024, sans que les rejets par des déversoirs d'orage ne soient masqués par les apports bactériologiques en provenance du rejet de l'usine de Valenton ;

CONSIDÉRANT qu'il s'agit d'une installation mettant en œuvre un procédé nouveau nécessitant la réalisation de tests, réglages et essais complémentaires afin d'en sécuriser et maîtriser le fonctionnement ;

CONSIDÉRANT que le démarrage au 1^{er} avril 2024 est nécessaire pour réaliser les tests de mise en route, réglages et essais nécessaires à la mise en fonctionnement en continu du 3^{ème} générateur de biocide ;

CONSIDÉRANT que le démarrage au 1^{er} avril 2024 est nécessaire pour augmenter la durée d'observation du fonctionnement des trois générateurs pour disposer d'une installation plus fiable à partir du 1^{er} juin et durant les JOP ;

CONSIDÉRANT les conclusions de l'étude d'impact du dossier initial déposé par le SIAAP en ce qui concerne l'absence de toxicité humaine et environnementale de l'acide performique ;

CONSIDÉRANT que le projet n'apparaît pas de nature à générer des dangers et inconvénients supplémentaires, ne pouvant être prévenus, susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les intérêts mentionnés aux articles L.181-3 et L.211-1 du code de l'environnement sont garantis par les prescriptions imposées ci-après ;

CONSIDÉRANT que l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques n'est pas nécessaire pour fixer les dispositions ci-après ;

Sur proposition de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France,

- ARRÊTE -

Article 1^{er} : modification de la période d'exploitation de l'unité de désinfection pour l'année 2024

Pour l'année 2024, la période d'exploitation de l'unité de désinfection prévue à l'article 1.1.V de l'annexe de l'arrêté préfectoral N°2022/02358 du 04 juillet 2022 est étendue à la période allant d'avril à septembre 2024.

En conséquence, pour 2024, les dispositions des articles 1.2.I, 1.3 et 2.2.I de l'annexe de l'arrêté, sont applicables en tenant compte de cette période étendue d'exploitation.

Article 2 : publication, notification et information des tiers

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence, de façon visible, à l'intérieur du site.

Article 3 : voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Créteil :

1) par les pétitionnaires, ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte lui a été notifié ;

2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dudit acte dans les conditions prévues au 20 de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 40 du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 10 et 20. »

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les

prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-6 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne, la sous-préfète de l'Haÿ-les-Roses, le maire de Valenton et la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Syndicat Interdépartemental de "Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) et qui entrera en vigueur à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

La Préfète du Val-de-Marne



Sophie THIBAUT

